

Foire aux questions

1. Quelle est la durée prévue du projet ?

La période de mise en œuvre de la subvention est sur un parcours de 3 ans et doit se terminer le 31 Décembre 2024.

2. Où puis-je trouver la FMAQ ?

La page Web pour les appels d'offres a été mise à jour avec le document FMAQ en pièce jointe

3. Avez-vous une préférence ou une vision de l'emplacement des hubs ? Par exemple, en Algérie, à quels endroits envisagez-vous la mise en place de hubs ?

Le FIDA n'a aucune préférence quant à l'endroit où ils seront situés dans le pays.

4. La contribution de cofinancement de 8 % de la proposition totale peut-elle être considérée en « des contributions en nature » ou devrait-elle être en espèces ?

Le cofinancement de contrepartie de 8% ne sera considéré qu'en espèces.

5. Quelle est la portée directe de la cible par pays ?

Chaque pays devrait avoir une cible moyenne d'environ 1 500 (70 % d'emplois salariés et 30 % d'emplois indépendants) jeunes ruraux qui seront ciblés.

6. Quelle est la portée indirecte de la cible par pays ?

La portée indirecte de la cible par pays passe par la voie du développement des entreprises (travail indépendant). Au fur et à mesure que les entreprises se développent, elles doivent stimuler la demande d'emplois salariés et chaque entreprise doit créer un minimum de cinq emplois pendant la durée du projet, soit 9 000 (1800*5) au total : 2 250 par pays.

7. Existe-t-il un modèle spécifique pour soumettre le bref du profil institutionnel, détaillant l'expérience dans le domaine prioritaire et le thème spécifique ?

Non, il n'y a pas de modèle défini ; le demandeur est invité à le soumettre dans son propre format.

8. Où puis-je trouver plus d'informations sur les dépenses financières?

La page Web a été mise à jour avec d'autres documents d'orientation sur les dépenses financières admissibles.

9. Le FIDA s'attend-il à un seul pôle dans un pays donné ou (de préférence) à plusieurs pôles dans un pays ?

Le concept est d'établir des pôles qui s'appuient sur des entités déjà existantes (centres d'EFTP, accélérateurs, institutions de formation, incubateurs, etc.) qui sont des sites physiques avec des installations de formation, une expérience de formation et qui répondent à certains critères de base (se référer à la fiche d'évaluation et la sélection et la capacité du destinataire). Nous envisageons un hub principal dans le pays. Dans certains cas, le hub principal peut également être interconnecté à d'autres entités secondaires et tertiaires qui peuvent être considérées comme des « hubs satellites ».

Cependant, il ne devrait y avoir qu'un seul hub principal à travers lequel les ressources de la subvention seront acheminées vers les autres hubs satellites.

10. Qu'est-ce que la communauté agricole au sens large?

La communauté agricole au sens large représente un public plus large de toutes les parties prenantes et acteurs pertinents pour les agro-industries. Cela comprend un éventail plus large de représentations d'acteurs étatiques et non étatiques ainsi que du secteur privé. Cela inclut généralement les décideurs politiques, les organisations d'agriculteurs, les entreprises agroalimentaires, les employeurs, les organisations publiques, les investisseurs privés, les prestataires de services, les coopératives comme exemples.

11. Pour le S&E, cela doit-il être fait par des moyens internes ou un évaluateur externe doit-il être engagé ?

Le suivi et l'évaluation doivent être effectués par le soumissionnaire. Cependant, pour le programme plus vaste, le FIDA fera appel à son équipe technique de base pour réaliser une évaluation d'impact pour les pôles et s'appuiera sur les données de S&E générées par le soumissionnaire.

12. Les fonds de cet appel ouvert peuvent-ils être utilisés pour financer des projets qui s'appuient sur des projets existants soutenus par le FIDA ?

Ces fonds ne peuvent pas être utilisés pour s'appuyer sur des projets existants appuyés par le FIDA. Cependant, l'initiative actuelle « Opportunités d'emploi pour les jeunes ruraux » est liée à et crée des synergies et des collaborations avec les projets existants soutenus par le FIDA.

13. Les propositions peuvent-elles être soumises dans des langues autres que français ?

Toutes les candidatures doivent être soumises en français uniquement.

14. Les candidats peuvent-ils soumettre un document narratif budgétaire séparé ?

Les candidats peuvent soumettre une description budgétaire distincte en plus du modèle de budget fourni.